

Éditorial

Ce troisième numéro d'HISTARC (Revue gabonaise d'histoire et d'archéologie) intervient dans un contexte de mutations institutionnelles particulièrement intense et prégnant. Le Département d'Histoire et Archéologie de l'Institut de recherche en sciences humaines (IRSH) se transforme en Centre d'Études des Sociétés Anciennes et Contemporaines (CESAC). Au-delà de l'aspect administratif, cette réforme insiste sur la connotation scientifique des unités de rattachement des chercheurs et des laboratoires. Elle élargit leurs champs d'action en transcendant les limites des disciplines classiques que sont l'histoire et l'archéologie. Le CESAC acte ainsi l'exigence d'une collaboration et d'une mobilisation permanente des compétences aussi bien d'Historiens et d'Archéologues que celles de Spécialistes d'autres sciences humaines et sociales.

S'agissant proprement d'HISTARC, cette ouverture se traduit par une réaffirmation de sa spécialisation qui demeure disciplinaire et annuelle tout en se conformant aux normes scientifiques, typographiques et de référencement du CAMES (Conseil Africain et Malagache pour l'Enseignement Supérieur) adoptées par le CTS/LSH le 17 juillet 2016 à Bamako (NORCAMES/LSH), lors de la 38ème session des Comités Consultatifs Interafricains (CCI). Hormis la dimension purement formelle, il s'agit pour HISTARC de se doter d'outils qui lui permettront d'atteindre ses objectifs en tant que cadre de référence pour l'évaluation et la vulgarisation des savoirs en histoire et en Archéologie.

Neuf articles forment l'ossature de ce numéro. Ils portent respectivement sur l'archéologie, à travers «le Lupembien de référence du Gabon». On y décèle aussi un volet africaniste par le biais des analyses sur «les pratiques esclavagistes dans l'empire Kong du XVIII^e au XIX^e siècles» et de certains pans des politiques

publiques coloniales en Afrique comme «la féminisation de l'action sanitaire au Gabon» et «le projet d'électrification par énergie thermique en Côte d'Ivoire». Les études sur les impacts «de la coopération japonaise en Afrique», les interactions de «la mondialisation sur la souveraineté des États du Sud» et sur «les réticences de la République de Sao Tomé et Príncipe face à l'intégration sous régionale en Afrique Centrale» participent, quant à elles, d'un cachet «internationaliste». On y retrouve enfin un accent «contemporaniste» qui observe «le processus d'intercommunalité dans la région de Saint-Étienne en France», explicite «les raisons et les conséquences de la dégradation du réseau routier ivoirien du début des années quatre-vingt à la fin des années quatre-vingt-dix » et compare «la crise de la l'Etat-Nation» en faisant le parallèle entre l'Espagne au XIX^e siècle et le Gabon au XXI^e siècle.

Pr Alexis Mengue M'Oye,
Directeur de Publication d'HISTARC